



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3023  
10 juillet 2026  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Pas de sauveur suprême Travailleuses, travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes!**



## **Incendies**

**Le gouvernement n'a rien prévu**

Page 3

## **Accidents du travail**

**Sacrifiés pour les profits**

Page 9

## **OTAN**

**Les marchands d'armes comblés**

Page 6

**Leur société**

- Incendies : le gouvernement n'a rien prévu 3
- Programme du Medef : il en veut toujours plus 3
- Allocations chômage : toujours moins 3
- RN : Le Pen candidate pour servir la bourgeoisie 4
- Édouard Philippe : "Horizon" patronal 4
- Petits meurtres entre amis 4
- Forces de répression : tout est permis 5
- CMA CGM : Notre-Dame des profits 5
- Lidl : le mépris en promo 5
- Nos lecteurs écrivent : nos morts, leurs profits 5
- Vuitton, les coulisses de l'exploitation 10
- 40<sup>e</sup> Congrès du PCF : survivre électoralement ? 12
- Macron : au marché à Damas : 12

**Dans le monde**

- OTAN : les marchands d'armes comblés 6
- Iran : derrière la démonstration de force, la guerre contre les exploités 6
- Cuba : sous la pression de l'impérialisme 7
- États-Unis : une "glorieuse histoire" esclavagiste 7
- FIFA : aux ordres de Trump 7
- Millionnaires : la fabrique tourne à plein régime 7
- Albanie : dans la rue contre le gouvernement 8
- Allemagne : saignée d'emplois chez Volkswagen 8

**Dans les entreprises**

- Accidents du travail : le gouvernement veut faire payer les victimes 9
- Les stagiaires en danger 9
- Elivia : homicide patronal 9
- Santé : attaques en préparation 9
- Fonderie de Bretagne : menaces sur l'emploi 10
- Ehpad - Tourcoing : en grève 10
- Haribo : coup de chaud sur les crocos 10
- SNCF : demi-aveux de Castex 11
- T2C : une grève d'avertissement 11

**Agenda**

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

# Travailleuses, travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Marine Le Pen se présentera donc à l'élection présidentielle pour le Rassemblement national, alors que la cour d'appel l'a condamnée à trois ans de prison pour avoir détourné 4 millions d'euros quand elle était députée européenne.

Après Mélenchon, un cheval de plus se met donc sur la ligne de départ. Il faudra attendre plusieurs mois pour savoir qui représentera finalement la droite et la gauche, encore noyées sous le trop-plein de candidats. Mais le cirque électoral est lancé.

Les promesses, les engagements solennels et les programmes chiffrés au centime près commencent à tomber sur l'air bien connu de « avec moi, tout va changer ».

Les guerres succèdent aux guerres, de plus en plus meurtrières et barbares. Les catastrophes énergétiques, climatiques, sanitaires, agricoles s'enchaînent et se conjuguent. Quand une entreprise ouvre, cinq ferment. Le tout, sur fond de chômage de masse, d'inégalités et de pauvreté extrêmes avec ce que cela charrie de préjugés réactionnaires, de comportements asociaux et de trafics.

Tout se détraque. Les milliards qui manquent cruellement aux hôpitaux, aux salaires, à l'éducation et à la protection des enfants ou à la transition climatique sont dépensés en armement. La jeunesse est de plus en plus violente, nous dit-on, mais les gouvernants expliquent aux jeunes qu'ils doivent se préparer à faire la guerre !

La société et le monde entier courent vers le précipice. Et ce n'est pas par manque d'argent et de moyens mais parce que la grande bourgeoisie, les Arnault, Dassault, Mulliez, Bolloré, Saadé... accaparent les milliards issus de l'exploitation des travailleurs à l'échelle du monde. Et c'est cette petite minorité qui fait obstacle à l'organisation collective, pensée et raisonnée de l'économie et de la société.

Tant que les capitalistes milliardaires domineront, le locataire de l'Élysée ne pourra que courir après les crises gravissimes et, surtout, il les fera payer aux travailleurs.

C'est le projet explicite d'Édouard Philippe. Mais c'est aussi ce que fera le RN. Plus Bardella/Le Pen se rapprochent du pouvoir, plus ils épousent le programme du Medef. Bardella est d'ailleurs

déjà en train d'abandonner la retraite à 62 ans. Quant aux investissements qu'ils promettent de faire, par exemple dans un plan climatisation, ils prévoient, comme toujours, de les financer en faisant les poches des plus pauvres. Derrière les attaques contre les droits des travailleurs immigrés, qui sont déjà les plus mal payés et font les travaux les plus durs, c'est nous tous qu'ils visent.

Mélenchon promet, lui, de concilier grand patronat et travailleurs, bons salaires et dividendes, bonnes conditions de travail et compétitivité. C'est chose impossible. Sa proposition de smic à 1700 euros net prouve qu'il est prêt à ménager le patronat... aux dépens des travailleurs, qui resteront dans la misère. Quant à faire croire qu'on pourrait avoir la paix et une véritable bifurcation écologique sans une véritable révolution de tout le système, c'est mentir.

Plutôt que de chercher un sauveur qui viendrait d'en haut, plutôt que de se diviser en choisissant entre des promesses creuses, les travailleurs doivent s'organiser pour mener la lutte de classe jusqu'au renversement du capitalisme.

Le monde du travail est capable de faire ce qu'aucun président de la République ne fera : s'affronter réellement avec la bourgeoisie et son système et imposer une direction et une gestion collectives de la société.

Les travailleurs produisent tout et font tourner la société. Personne ne connaît mieux qu'eux les besoins

et les problèmes des classes populaires. Eh bien, ils doivent diriger !

Faire naître un véritable gouvernement de travailleuses et de travailleurs pour réorganiser l'économie et refonder des relations sociales saines, voilà la seule, la vraie perspective valable pour la grande masse de la population !

Ce sont ces idées communistes, révolutionnaires et internationalistes que Lutte ouvrière défend depuis toujours et que nous affirmerons encore lors de l'élection présidentielle de 2027, puisque je serai candidate.

À la différence de ceux qui se présentent en sauveurs suprêmes, j'en appellerai à l'organisation et à l'action consciente du camp des travailleurs pour changer leur sort et l'avenir de la société.

Nathalie Arthaud



# Incendies : le gouvernement n'a rien prévu

Depuis le début du mois, les incendies se succèdent dans les Bouches-du-Rhône, l'Aude, la Drôme, les Pyrénées-Orientales, et dans d'autres départements sur l'ensemble du territoire.

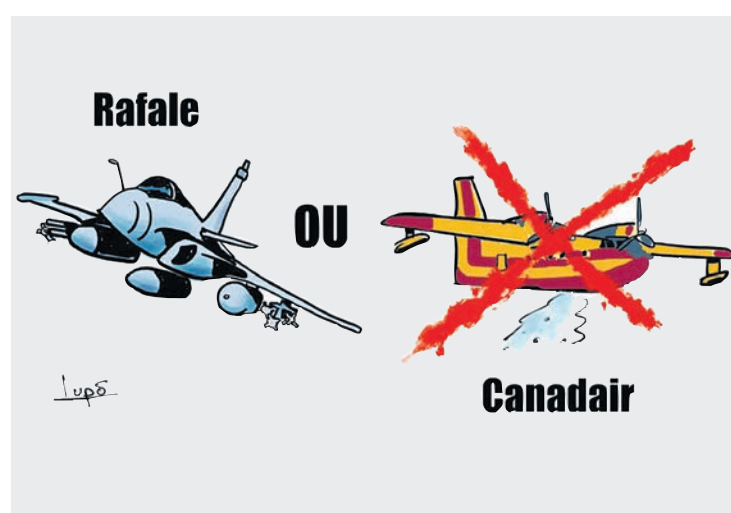
Onze mille hectares avaient déjà brûlé lundi 6 juillet, contre 5 700 l'an dernier à la même période, et 35 700 pendant tout l'été 2025.

La saison des incendies risque fort d'être plus grave et plus longue cette année, en raison des canicules très précoces, intenses, répétées, et de la sécheresse de la végétation. Dans certaines régions, comme l'Hérault, les tempêtes de l'hiver ont en plus laissé dans les forêts beaucoup de bois mort, qui n'a pas pu être enlevé et qui pourrait devenir un

combustible aggravant des incendies.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, s'est déplacé à Marseille le 2 juillet et s'est inquiété de la précocité des incendies. Il a choisi de mettre l'accent sur le fait que neuf départs de feu sur dix sont d'origine humaine et appelé à la vigilance de chacun. Évoquant exclusivement des responsabilités individuelles, il exonère son gouvernement de tout manquement. En outre, il n'a annoncé aucun moyen supplémentaire pour aider les pompiers.

Pourtant, la situation n'a rien d'imprévisible, le réchauffement climatique rend nécessaire de se préparer à des feux plus nombreux, sur de plus longues périodes. Mais le matériel de lutte contre les incendies est vieillissant (les Canadair ont une trentaine d'années), et insuffisant lorsqu'il faut combattre plusieurs feux en même temps, comme lundi 6 juillet où il y en avait une vingtaine. La flotte comprend douze Canadair, dont un en réparation. En comparaison, l'Espagne en possède 21, l'Italie 18. Macron avait promis le renouvellement de tous les Canadair, et l'acquisition de quatre autres après les graves incendies de 2022,



## Programme du Medef : il en veut toujours plus

Le Medef a publié la semaine dernière un plan d'économies pour les finances publiques. Une cinquantaine de mesures qui permettraient, selon lui, d'économiser 44 milliards l'année prochaine et 100 milliards d'ici à 2030.

Ce plan reprend la proposition du patronat sur la protection sociale, qui consiste à diminuer massivement les cotisations sur les salaires, de 16 milliards pour la part patronale et de 9 milliards pour la part salariale. Cela serait compensé en augmentant la TVA de plus de 2 points (19 milliards) et en alourdissant la fiscalité des retraités (6 milliards). Cette économie massive pour les patrons serait donc payée par tous les consommateurs avec la TVA, et par les retraités. Mais cette partie du

plan ne change rien au budget de l'État.

Pour diminuer le déficit public, le Medef n'accepte aucun impôt supplémentaire pour le patronat. Au contraire, il veut supprimer la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises et diminuer les impôts de production de 6 milliards d'euros l'an prochain, et 10 milliards en 2030.

Le gros des économies proposées se ferait sur les fonctionnaires, dont les salaires et les avancements seraient gelés. Un départ

en retraite sur deux ne serait pas remplacé, un sur trois dans les hôpitaux, qui croulent déjà sous la charge de travail. 100 000 emplois territoriaux seraient supprimés. La deuxième grosse source d'économies vise les retraités : relèvement de l'âge de départ à 65 ans, gel des pensions pour 2027.

Les autres mesures envisagées sont autant d'attaques contre les travailleurs : une forte diminution des dépenses de santé, baisse des remboursements et des arrêts de travail, diminution des droits au chômage, gel des prestations sociales, diminution des subventions de l'État aux associations... La société peut bien s'enfoncer dans la crise, les hôpitaux manquer dramatiquement de moyens, les classes populaires être plongées de plus en plus dans la pauvreté. De tout cela, le Medef s'en moque, il en veut toujours plus !

Pour le Medef, le budget de l'État doit continuer à être au service du patronat, qui profite massivement de toutes sortes de commandes, subventions et aides qu'il n'est pas question de supprimer. Et il n'a pas tort de dicter ses quatre volontés puisque le ministre de l'Économie, Roland Lescure, a dit accueillir ces propositions « très positivement ».

H. C.

année où 66 000 hectares avaient brûlé. Mais il ne faut pas être pressé : deux ont été commandés à l'été 2024 et devraient être livrés en 2028, deux autres viennent seulement d'être commandés en juin et seraient attendus pour 2032 ou 2033, et les anciens n'ont pas été remplacés.

Les pompiers sont de plus en plus sollicités et une majorité d'entre eux sont des volontaires qui, après avoir passé des heures à lutter contre le feu, doivent retourner au travail, épuisés. Quant au personnel

de l'ONF, l'Office national des forêts, il est passé de 12 000 agents en 2000 à environ 8 000 aujourd'hui, et il a bien du mal à effectuer le travail de débroussaillage, d'entretien des réserves d'eau et des pistes forestières permettant l'intervention des pompiers, travail essentiel à la prévention des incendies.

Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, peut multiplier les déplacements et les discours, cela ne masquera pas l'inaction du gouvernement.

Hélène Comte

## Allocations chômage : toujours moins

Après avoir imposé le blocage des allocations chômage au 1<sup>er</sup> juillet – pour la première fois depuis 10 ans – le chef du Medef, Patrick Martin, a fort courtoisement « invité » le Premier ministre à intégrer ses desiderata dès la première version du budget 2027, « notamment le gel des prestations sociales ».

Un quart des chômeurs vit déjà en dessous du seuil de pauvreté, l'allocation moyenne n'étant que de 1 040 euros net par mois : c'est encore trop pour le Medef, qui souhaite que le pouvoir d'achat des travailleurs, avec ou sans emploi, continue à fondre.

Sacha Kami



**Fête de Lutte ouvrière**

**Voujeaucourt**

(Région de Montbéliard)

Dimanche 12 juillet à partir de 11 heures Espace La Cray

Dimanche 12 juillet  
 Voujeaucourt - Espace La Cray  
 Fête de Lutte ouvrière  
 à partir de 11h  
 BANQUET  
 DÉBATS  
 MUSIQUE  
 EXPOS  
 LIVRES  
 Réservations  
 06 89 77 93 05  
 lo.sochaux@gmail.com

## RN : Le Pen candidate pour servir la bourgeoisie

Quelques heures après le jugement de la cour d'appel de Paris, le 7 juillet, sur l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national, Marine Le Pen annonçait sa candidature à l'élection présidentielle au JT de TF1.

La cour d'appel a confirmé la condamnation pour détournement de fonds publics des douze cadres du RN qui avaient contesté la décision de première instance. Mais elle a soigneusement calibré la peine de Marine Le Pen pour lui permettre d'être candidate à l'élection présidentielle. Elle l'a même revendiqué en invoquant « la liberté des candidatures » et « le libre choix des électeurs ». La dirigeante du RN, après avoir été rejugée dans un délai record dont rêverait n'importe quel justiciable ordinaire, a donc vu sa peine fortement réduite. Elle a été condamnée à 45 mois d'inéligibilité, dont 15 mois ferme, et à trois ans de prison, dont un an ferme exécutable sous bracelet électronique.

Forte de ce jugement qui



met un terme à sa période d'inéligibilité, Marine Le Pen annonçait dès 20 heures qu'elle se pourvoyait en cassation. Un tel pourvoi, qui devrait intervenir après l'élection, suspendrait sa peine et donc le port d'un bracelet. La justice est décidément bien faite pour les

puissants disposant d'une armée d'avocats, surtout quand ils apparaissent aux yeux de toute une fraction de l'appareil d'État comme un recours possible face à la crise politique du pays.

Balayant le risque d'une nouvelle condamnation, misant sur son immunité en cas de victoire, la cheffe du RN en appelle désormais à la sagesse des électeurs « qui seront juges ». Comme tant d'autres politiciens, à commencer par l'ex-président Sarkozy, Le Pen se considère donc au-dessus des lois qu'elle estime toujours trop clémentes pour les délinquants ordinaires.

Le suspens entretenu entre le plan A-Le Pen et le plan B-Bardella étant levé, le duo peut donc partir en campagne, bras dessus, bras dessous. Dédaignant les commentaires sur leur rivalité, Le Pen a parlé d'un « ticket gagnant », elle à l'Élysée, lui à Matignon. Autrement dit, les deux larrons se partageront le travail pour tenter de séduire le plus

grand nombre d'électeurs. Le Pen, la riche héritière qui a su prendre au bon moment ses distances avec son père, incarnera la continuité historique de son parti tout en cultivant son image de « candidate du peuple ». Bardella continuera à draguer les électeurs de la droite traditionnelle en prônant moins de taxes, des coupes budgétaires massives voire l'introduction de la retraite par capitalisation. Les deux s'inclinent très bas devant le grand capital.

Quant au fonds de commerce permanent du RN, repris jusqu'à la nausée par la plupart de ses concurrents, la xénophobie et la stigmatisation incessante des étrangers accusés de tous les maux, il rend aussi un immense service au grand patronat. Il divise les travailleurs dans une période où leur unité pour se défendre face aux attaques patronales est plus que jamais nécessaire et il leur fait oublier que les responsables du chômage, des bas

salaires et de la vie chère sont les capitalistes.

Loin d'être le parti antisystème qu'il a prétendu être pour attirer les électeurs des classes populaires écœurés par la politique des gouvernements successifs, le RN se prépare donc à gouverner au service de la bourgeoisie. S'il est illusoire de croire qu'on pourrait empêcher la progression de l'extrême droite par une décision de justice, on ne l'enrayera pas non plus en restant sur le terrain des élections, comme le proclament les concurrents de Le Pen. Pour stopper la progression de ces idées et l'évolution réactionnaire de toute la société, la seule voie est que les travailleurs retrouvent la conscience qu'ils font fonctionner toute la société. Ils sont les plus légitimes pour la diriger et les seuls capables de proposer une alternative pour sortir le monde de l'impasse dans laquelle le capitalisme l'enfoncé.

Xavier Lachau

## Édouard Philippe : "Horizon" patronal

Le 5 juillet, durant son premier meeting de campagne, l'ex-Premier ministre Édouard Philippe a présenté son programme pour « un redressement français ».

Celui-ci nécessitera, dit-il, un « effort collectif juste ». Il faudra « un peu de sueur » pour redresser les comptes publics, « dans l'intérêt de nos enfants ».

Il n'est pas difficile de comprendre que cet effort ne sera en rien collectif, et que c'est aux travailleurs qu'il sera demandé de suer. Les retraités devront « contribuer davantage au

financement de notre modèle social », les « cadres et employés du secteur public et privé » devront « travailler plus longtemps » a martelé celui qui a défendu le report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans, et la retraite par capitalisation. « L'État, ses agences et les collectivités » devront « se serrer la ceinture ». On peut être sûr que les aides aux

grandes entreprises ne seront pas concernées par cette cure d'amaigrissement. Il l'a en effet montré en tant que maire du Havre, en offrant, pour ne citer que cet exemple, 285 millions d'argent public pour aider deux multinationales parmi les plus riches au monde, le groupe industriel Siemens et l'armateur MSC.

Il a de quoi rassurer les milieux patronaux : comme Premier ministre et maire du Havre, il a fait la preuve de sa capacité à mener une politique anti-ouvrière.

Reste à Édouard Philippe la tâche de fédérer la droite autour de lui, contre ses concurrents Attal et Retailleau qu'il devance. L'avenir dira si les divers ralliements dont celui de Laurent Wauquiez, le président du parti Les Républicains qui le considère apte à « incarner l'ordre et le sérieux permettant de redresser la France » le lui permettront.

Mais une chose est sûre, Édouard Philippe a tout du candidat idéal pour la classe patronale.

Aline Retesse

## Petits meurtres entre amis

Laurent Wauquiez, membre du parti de Retailleau, candidat à la présidentielle, soutient la candidature d'Édouard Philippe plutôt que la sienne. C'est dire que ces gens-là sont sans foi ni loi.

Très fâché par les propos de ce faux ami, mais véritable adversaire, Retailleau s'en est pris à Philippe, ancien Premier

ministre de Macron en affirmant qu'« il n'y a aucune envie de reconduire celles et ceux qui ont gouverné pendant longtemps et qui ont appuyé la politique de Macron ».

De la part de l'ancien ministre de l'Intérieur de Macron, c'est particulièrement truculent.

Marion Ajar



Édouard Philippe en compagnie de David El-Bez, directeur de Til, filiale de MSC.

## Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste (trotskyste)

Au sommaire du n° 257 (juillet-août) :

- La Chine, en ligne de mire des États-Unis
- Vers l'élection présidentielle de 2027
- L'impérialisme américain et sa suprématie
- La Coupe du monde de football
- TotalEnergies
- Aux origines des États-Unis
- Le Parti bolchevique



Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

## Forces de répression : **tout est permis**

Une proposition de loi, portée par les députés de droite et mise à l'ordre du jour par le gouvernement, a été votée le 7 juillet. Elle prévoit d'élargir la possibilité, pour les policiers et gendarmes, de faire usage de leurs armes.

49 personnes ont été tuées au cours d'interventions policières en 2025, dont 19 par des tirs d'arme à feu. Au cours des cinq premiers mois de 2026, 22 personnes ont déjà perdu la vie. Bien sûr, ces chiffres recouvrent des situations très diverses, depuis celle, plutôt rare, où la police réplique à des malfrats lourdement armés,

à celle, malheureusement bien plus courante, où elle tire sur des gens désarmés.

Le cadre actuel permet déjà aux excités de la gâchette sous l'uniforme de tirer sans trop tergiverser. Il autorise par exemple le tir sur des personnes ou des véhicules qui prennent la fuite s'ils sont « susceptibles » de menacer la vie d'autrui. La

loi propose d'aller plus loin et d'assurer aux policiers et gendarmes une « présomption de légitime défense ». Cette mesure leur permettrait de tirer sans avoir à prouver que c'était justifié, ce serait au contraire à la Justice, et en fait le plus souvent à la famille de la victime, de prouver que le tir policier n'était pas légitime.

L'État et ses lois étaient déjà du côté des forces de répression. Le gouvernement veut aller plus loin en garantissant par avance l'impunité à tous ceux qui ont



Cédric Chouviat, étranglé et plaqué au sol, mourra 48 heures plus tard.

envie de jouer les cow-boys. C'est loin d'être une bonne nouvelle pour la sécurité, en

particulier dans les quartiers populaires.

**Nadia Cantale**

## CMA CGM : Notre-Dame des profits

Le 2 juillet au Havre, CMA CGM a baptisé son nouveau géant des mers construit en Chine. Le *Notre-Dame*, long de 400 mètres, pourrait largement contenir la cathédrale du même nom. Il fera la navette entre l'Asie et l'Europe, chargé de 24 000 conteneurs.

CMA CGM en attend encore neuf de la même série, capables chacun de déplacer, en quelques semaines, 200 000 tonnes de marchandises d'un continent à l'autre. Des capacités techniques impressionnantes

sont ainsi mises au service des grands groupes capitalistes. Quant aux questions sociales et écologiques, aux dangers que représentent de tels monstres des mers, aux fonds publics mobilisés, il n'en est pas question.

Au baptême, derrière le curé recruté pour l'occasion, posaient Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM, dont la famille contrôle le groupe, et le petit monde patronal et politique : Delphine Arnault, héritière LVMH et PDG de Christian Dior Couture, marraine du bateau, Brigitte Macron, Édouard Philippe, maire du Havre en campagne présidentielle, ainsi que quelques ministres pour compléter la photo. Le tout dans un décor tricolore, jusqu'aux conteneurs bleu-blanc-rouge empilés sur le pont.

Côté patriotisme, le navire sera enregistré au RIF, le registre international français, que CMA CGM agit même s'il ne concerne qu'une petite fraction de sa flotte : une trentaine de navires, sur plus de 650. De plus, le RIF est fait pour que la majeure partie de l'équipage soit payée au tarif international, soit la moitié

du smic. La loi française offre de plus un régime fiscal particulièrement favorable avec la « taxe au tonnage », niche fiscale cousue main pour les armateurs, qui leur permet d'être imposés sur la capacité des navires plutôt que sur les profits. De quoi économiser des centaines de millions

d'euros les bonnes années.

Si l'on y ajoute les infrastructures portuaires, les quais et les aménagements adaptés à ces géants, financés par l'État et les collectivités, on comprend mieux pourquoi CMA CGM organise de belles cérémonies bleu-blanc-rouge.

**Lucas Pizet**

COMPTE FACEBOOK ÉDOUARD PHILIPPE



Le baptême du *Notre-Dame* de CMA CGM.

## Lidl : le mépris en promo

Le 2 juillet, de nombreux médias ont relayé des scènes de bousculades, voire de bagarres, dans des magasins Lidl. Des clients s'y pressaient pour acheter un climatiseur ou un ventilateur bon marché, alors que la nouvelle vague de canicule s'annonçait.

L'enseigne avait promis 200 000 ventilateurs et climatiseurs, avec des ventilateurs à moins de 15 euros et des climatiseurs mobiles à 179 euros. En réalité, avec quelques climatiseurs par magasin, les rayons ont été vidés en quelques minutes. Lidl maîtrise ce genre d'opération publicitaire autour de produits recherchés que l'enseigne

met en vente à bas prix mais en petites quantités.

Cette promotion gonflera peut-être un peu plus les milliards d'euros de chiffre d'affaires de Lidl. Elle a d'ores et déjà servi de prétexte à un déchaînement de mépris contre des pauvres accusés de ne pas savoir se tenir, devant des vidéos de cohue autour des

rare appareils disponibles, comme s'il était incompréhensible d'espérer trouver un ventilateur ou un climatiseur à un prix abordable.

Le scandale est ailleurs, dans les décisions de ces grands patrons qui, à l'instar de l'héritier multimilliardaire propriétaire de Lidl, imposent des salaires trop bas, obligeant les familles ouvrières à vivre dans des logements bouilloires et à passer des heures dans des transports étouffants.

**L. P.**



Nos lecteurs écrivent

### Nos morts, leurs profits

**Je travaille dans un crématorium, pour une des deux grandes entreprises qui se partagent le marché français du funéraire.**

En période normale, les conditions de travail sont déjà difficiles, avec des petits salaires et beaucoup de précarité comme pour les chauffeurs porteurs de cercueil qui sont la plupart payés à la tâche (CDI intermittent). Nous sommes aussi confrontés à la violence de la société : féminicides, morts évitables dans les Ehpad, suicides des abandonnés de la psychiatrie...

Ces dernières semaines, les difficultés se sont accentuées car nous sommes directement confrontés à la surmortalité liée à la canicule.

Nous faisons dix crémations par jour contre huit habituellement alors que les délais d'attente ont été allongés de cinq à dix jours et qu'on travaille six jours par semaine au lieu de cinq. Dans la salle des appareils de crémation la

température est montée à 45 degrés contre 30 habituellement ! Nous avons dû multiplier les heures sup obligatoires et les autorités nous ont prévenus que nous pourrions être réquisitionnés pendant nos congés.

Cela a aussi eu des répercussions pour les défunts et leurs proches : délais et donc frais supplémentaires, défunts non présentables à cause de cases réfrigérées qui ont lâché ou de transports trop longs dus aux sous-effectifs.

Alors que nous sommes tous sur les rotules à cause d'une gestion catastrophique de la canicule, la direction nationale a révélé tout son cynisme en nous félicitant dans un mail d'avoir « dépassé nos objectifs ».

**B.**

## OTAN : les marchands d'armes comblés

Organisé les 7 et 8 juillet à Ankara en Turquie, le sommet de l'OTAN a été une nouvelle occasion de justifier l'augmentation des dépenses militaires des pays membres.

Sur fond de guerre en Ukraine et sous prétexte de se protéger contre « la menace russe », le discours des



dirigeants européens depuis le retour de Trump au pouvoir est une véritable rengaine. Il faudrait empêcher le retrait des États-Unis de l'OTAN, comme en menace le président américain sous prétexte que l'Europe doit « prendre sa défense en main ». Et pour cela il faudrait satisfaire ses exigences en augmentant les dépenses consacrées par chaque État à ses armées.

Ainsi, lors du sommet de 2025, les États membres s'étaient engagés à consacrer 3,5 % de leur PIB aux dépenses militaires et 1,5 % à leurs dépenses dites de sécurité d'ici 2035. Tandis que Trump distribue les bons et les mauvais points, le secrétaire général

de l'OTAN, le néerlandais Mark Rutte, a mis en avant les 139 milliards d'euros supplémentaires consacrés aux armées, dans l'année écoulée, par les pays membres de l'Alliance atlantique autres que les États-Unis. C'est une hausse de 20 % ! Dans tous les pays, alors que, quand il s'agit de financer les services utiles à la population, les caisses sont vides et la dette publique abyssale, les milliards jaillissent par dizaines pour l'armement.

Le sommet d'Ankara a été l'occasion d'annoncer de nouvelles commandes : drones de surveillance de la firme américaine Northrop, avions de transport et de ravitaillement d'Airbus, avions de reconnaissance GlobalEye de Saab, missiles Patriot de l'américain Raytheon.

L'enjeu principal de toutes les discussions des chefs de l'OTAN autour de la sécurité de l'Europe, de l'aide à fournir à l'Ukraine et de la répartition des efforts entre États, est de savoir quelles firmes emporteront les plus gros contrats. Avec 64 % des achats européens, une proportion en hausse, les marchands d'armes américains tiennent le haut du pavé.

Chaque gouvernement défend bien sûr ses champions nationaux. Le projet d'avion de combat européen SCAF a été enterré car il faisait de l'ombre à l'avionneur français Dassault. À la veille du sommet de l'OTAN, le gouvernement allemand a annoncé que son budget militaire passera de 110 à 180 milliards d'euros d'ici 2030. Sur la même période, le chancelier Merz veut consacrer

600 milliards d'euros à des investissements massifs dans l'industrie militaire. Pour les financer, Merz va emprunter, creusant la dette publique, et pour le justifier, il a affirmé « on ne peut pas se défendre contre Poutine avec un déficit zéro ». Mais Poutine n'est que l'ogre du conte pour enfants. Les dépenses militaires sont d'abord destinées à ranimer la croissance économique anémiée par la crise.

Au-delà de préparer les guerres qu'engendrent les rivalités impérialistes, l'enjeu immédiat de la course à l'armement qui s'accélère partout dans le monde est d'assurer les profits de Rheinmetall ou ThyssenKrupp Marine en Allemagne, de Dassault ou Thales en France, et de leurs concurrents de diverses nationalités.

Xavier Lachau

## Iran : derrière la démonstration de force, la guerre contre les exploités

Le régime iranien a transformé en démonstration de force les funérailles d'Ali Khamenei, le guide suprême tué par une frappe israélo-américaine le 28 février, premier jour de la guerre.

Les journalistes venus du monde entier ont pu montrer la marée humaine venue défilé à Téhéran à l'occasion de ces obsèques. Des millions de personnes ont en effet participé à cette commémoration en criant vengeance contre les États-Unis et Israël. Moins de six mois après les manifestations de janvier et leur terrible répression, le régime démontre qu'il a retrouvé un certain soutien populaire. La guerre déclenchée par Trump et Netanyahu, en visant les infrastructures civiles, en bombardant des immeubles d'habitation, a contribué à créer cette union nationale. Et les dirigeants du régime jouent à fond la carte de la fierté d'avoir tenu tête à l'impérialisme.

Ces obsèques ont mis en lumière les nouveaux hommes forts du régime, la plupart issus des Gardiens de la révolution, rendant encore plus flagrante l'absence de Mojtaba Khamenei, désigné comme nouveau Guide suprême mais invisible depuis cette nomination. Elles ont été l'occasion d'accueillir

les représentants officiels de nombreux pays, avec des nuances. Ainsi les délégations russe, chinoise et qatarie ont été saluées plus chaleureusement que celle de la Turquie, accusée d'être restée silencieuse depuis le 28 février.

Certains opposants au régime ont participé aux cérémonies, y compris des femmes non voilées venues par patriotisme et pour dénoncer les frappes américaines, alors qu'elles se sont battues contre le voile. Cependant, bien des travailleurs voient cette agitation avec distance. Car les raisons de haïr ce régime antiouvrier et corrompu n'ont pas disparu : pénurie d'eau, inflation, répression, et une situation économique qui continue de se dégrader.

En neuf ans, entre mars 2016 et avril 2025, l'indice des prix à la consommation des denrées alimentaires a augmenté de 4 000 %, frappant en premier lieu les plus pauvres. Pour le seul mois de juin 2026, l'inflation globale dépasse 60 %. La guerre a aggravé encore la situation économique.



Les travailleurs de Barak en grève.

Aux conséquences des destructions, au chômage qui augmente et touche particulièrement les femmes, aux problèmes d'eau, s'ajoutent les retards de salaire et les licenciements. Parmi les dernières annonces, la société industrielle maritime d'Iran, Sadra, des chantiers navals, a annoncé 58 licenciements.

La répression continue contre les militants ou les simples manifestants de janvier, avec des arrestations et des exécutions quotidiennes. Ainsi Sharifeh

Mohammadi, militante pour les droits des travailleurs et des femmes, a de nouveau été arrêtée cette semaine.

Mais la répression n'empêche pas des mouvements de contestation et notamment des grèves. Des enseignants et des soignants se sont mobilisés fin juin à Téhéran. À la mine de cuivre Derakhshan Takht-e Gonbad dans la région de Sirjan, les grévistes dénoncent les trois mois de retard de salaire ; à l'usine Barak à Rasht, où on tisse de la laine, une grève est en cours. Sur

la banderole des grévistes visible sur X on peut lire : « Des travailleurs iraniens crient au scandale, 19 mois de salaires impayés, 42 mois d'assurance non versée, le conseil d'administration et les actionnaires doivent nous rendre des comptes ».

Pendant que les dirigeants iraniens montrent les muscles face à l'impérialisme, ils mènent sans retenue une guerre de classe contre les travailleurs et font subir leur dictature à toute la population.

Elise Patach

# Cuba : sous la pression de l'impérialisme

**Le 18 juin, l'Assemblée nationale cubaine a adopté à l'unanimité un arsenal de 176 mesures économiques visant à ouvrir le marché de l'île aux capitalistes locaux et étrangers.**

Ces mesures permettront à des capitalistes d'acheter les entreprises étatiques une fois qu'elles seront devenues des sociétés commerciales et de développer des entreprises sans limitation du nombre des salariés. Les banques privées, nationales ou étrangères, pourront ouvrir et opérer sur l'île, mettant fin ainsi au monopole bancaire d'État. Par ces mesures, le régime cubain invite les capitaux étrangers, ceux de la diaspora, de la bourgeoisie cubaine émigrée aux États-Unis en particulier, à venir s'investir sur l'île, livrant l'économie cubaine à leur rapacité. Si les États-Unis décident sur la base de ces mesures de renouer des relations avec le régime cubain, elles entraîneront un vrai recul pour la population.

Parmi les autres mauvais coups annoncés, les subventions pour l'eau, l'électricité, les loyers, seront supprimées pour l'ensemble des Cubains et réservées uniquement aux plus pauvres. L'Assemblée

nationale a aussi prévu que les entreprises publiques et les administrations puissent licencier. Si un salaire minimum est établi et indexé sur l'inflation, les entreprises seront ensuite libres de décider des rémunérations.

Le régime cubain espère avec cette ouverture sauver sa propre position alors que la pression impérialiste est de plus en plus forte. Depuis janvier, les États-Unis ont d'abord bloqué les importations de pétrole avec pour effet que seul un pétrolier russe a pu faire des livraisons. Toutes les entreprises rattachées directement ou indirectement à l'armée cubaine, ce qui représente la moitié de l'économie de l'île, sont menacées de perdre leurs avoirs ainsi que l'accès aux banques américaines, ce qui les couperait du marché mondial et dégraderait encore l'économie cubaine. Résultat de cette campagne menée pour provoquer l'effondrement économique de Cuba, trois chaînes hôtelières internationales et une

banque traitant les transactions Visa et Mastercard pour le compte de la banque d'État se sont retirées du pays. Deux grandes compagnies maritimes, la française CMA CGM et l'allemande Hapag-Lloyd, ont annoncé leur intention de cesser leurs activités à Cuba. Pour les travailleurs cubains, le quotidien se résume bien souvent à la survie, sous la pression du chômage et de l'inflation galopante, sans électricité autrement que deux ou trois heures par jour, ni transports. Alors que Cuba était un modèle en matière de santé publique, les opérations dans les hôpitaux, les dialyses deviennent problématiques faute d'électricité ou de



Un bus portant un slogan contre l'embargo à La Havane.

pétrole pour les groupes électrogènes.

En invitant la diaspora cubaine, anticastriste, à revenir faire des affaires dans l'île et à exploiter ses travailleurs, le gouvernement cubain espère amadouer l'impérialisme américain pour qu'il relâche sa pression tout en lui permettant de rester au pouvoir. Il n'est pas dit que cela suffise à l'impérialisme, qui a d'ores

et déjà répondu en qualifiant ces réformes d'« écran de fumée superficiel ». Il est donc probable qu'il maintienne sa pression car, au fond, ce qu'il reproche au régime cubain est simplement d'exister depuis 1959 comme un régime indépendant, qu'il ne contrôle pas, un caillou dans la chaussure des États-Unis.

**Serge Benham**

## États-Unis : "glorieuse histoire" esclavagiste

**Le 4 juillet est la date des célébrations officielles de la Déclaration d'indépendance des États-Unis, votée en 1776 par 56 hommes blancs, dont 41 possédaient des esclaves noirs.**

En 1852, Frederick Douglass, né en captivité au Maryland, séparé à l'âge de six ans de sa mère puis de ses grands-parents par leur propriétaire, échappé par ses propres moyens de l'esclavage à l'âge de vingt ans, était devenu un militant abolitionniste. À l'occasion de la fête nationale dans l'État de New York il prononça un discours sur le thème : « Qu'est-ce, pour l'esclave américain, que votre

4-Juillet ? »

Selon Frederick Douglass, ce 4 juillet était pour les 3,2 millions d'esclaves « un jour qui lui révèle, plus que tous les autres jours de l'année, l'injustice flagrante et la cruauté dont il est la victime constante. Pour lui, votre célébration est un simulacre. La liberté dont vous vous vantez, une licence impie ; votre grandeur nationale, une vanité boursouflée. Vos prières et vos hymnes,

vos sermons et vos actions de grâce, (...) un mince voile pour masquer des crimes qui déshonoreraient une nation de sauvages. (...) L'existence de l'esclavage dans ce pays fait de votre républicanisme une imposture, de votre humanité un faux semblant et de votre christianisme un mensonge. (...) Ce 4-Juillet est le vôtre, non le mien. Vous pouvez vous réjouir, je dois porter le deuil. »

L'hypocrisie et les mensonges que Trump véhicule actuellement sur la « glorieuse histoire des États-Unis » ne datent pas d'hier...

**Lucien Détroit**

## FIFA : aux ordres de Trump



**Nathalie Arthaud** @n\_arthaud · 23h

L'impérialisme c'est quoi ?

Massacrer, piller, mettre en coupe réglée toute la planète, ça on le savait. Avec Trump c'est aussi trafiquer jusqu'aux matchs de la coupe du monde. Et la FIFA lui sert évidemment de serpillière.

**L'Équipe** @lequipe · 5 juil.

La FIFA a annulé ce dimanche la suspension de Folarin Balogun en vue du 8e de finale entre la Belgique et les États-Unis. Dans cette affaire, la Maison Blanche a directement contacté l'Instance pour faire lever la sanction.



CM 2026

## Millionnaires : la fabrique tourne à plein régime

Tandis que le monde s'enfonce dans les guerres et les crises, que des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants ne mangent pas à leur faim et que le climat se détraque, il est un groupe d'êtres humains pour qui la vie est belle : les millionnaires, de plus en plus nombreux et de plus en plus riches.

L'année 2025 a en effet compté un nouveau millionnaire toutes les trente secondes dans le monde. Ils

sont 182 000 en France, et 25,3 millions dans le monde, soit à peine 1,5 % de la population adulte mondiale qui concentre ainsi 50 % de la richesse mondiale.

La hausse de leur patrimoine est particulièrement marquée pour ceux d'entre eux qui disposent de plus de 5 millions de dollars. Ces derniers vivent essentiellement de leurs actifs financiers, c'est-à-dire de la hausse du cours de leur portefeuille d'investissements.

Ils s'enrichissent donc en dormant.

Pendant ce temps-là, des milliards de travailleurs à travers le monde ne dorment pas, eux : c'est justement de leur travail que proviennent les richesses que les capitalistes s'accaparent et se disputent en les jouant en Bourse. C'est cela, le ruissellement capitaliste : la richesse va du travail de tous vers la fortune de quelques-uns.

**Claire Dunois**

# Albanie : dans la rue contre le gouvernement

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, la « révolution des flamants roses » occupe les rues du centre de Tirana, la capitale albanaise. Des milliers de manifestants se retrouvent tous les soirs pour exiger le départ du gouvernement d'Edi Rama et de tous les politiciens corrompus.

Les silhouettes de flamants roses brandies par les manifestants, qui ont donné leur nom au mouvement, rappellent que c'est la mainmise du gendre de Donald Trump, Jared Kushner, sur l'île de Sazan afin d'y construire un complexe touristique de luxe, qui a mis le feu aux poudres. Inhabitée, l'île est en effet un refuge pour les volatiles en question. Pour qu'elle devienne le sanctuaire à millionnaires pour lequel la société d'investissement de Kushner a déboursé 1,4 milliard d'euros, le gouvernement d'Edi Rama a tout simplement décrété le projet « *investissement stratégique* », ce qui affranchit ainsi les bétonneurs de toute contrainte environnementale.

En mai, les images de militants associatifs gazés et agressés sur l'île, ont fait le tour du pays et déclenché les premières manifestations à Tirana contre « *la vente des richesses du pays à des milliardaires étrangers* ». Certains font d'ailleurs le lien avec l'accord passé par

le même Edi Rama avec le gouvernement italien de Giorgia Meloni pour abriter des centres de rétention sur son territoire, dénonçant des arrangements sordides aux dépens des migrants.

Très vite, les manifestants ont exprimé une colère plus générale. En effet, pendant que Rama conclut de bonnes affaires avec des milliardaires, le salaire moyen tourne autour de 500 euros, ce qui ne permet pas de se loger dans la capitale, ni de faire face à l'envolée des prix. Les retraites de misère, le système de santé dégradé, l'absence d'infrastructures dans de nombreuses zones du pays sont aussi dénoncés.

Aux côtés des slogans qui prennent pour cible Kushner et sa femme Ivanka, fille de Donald Trump, les manifestants réclament désormais la démission d'Edi Rama, mais aussi le départ de toute la classe politique albanaise, opposition comprise. Tous sont accusés d'être corrompus, liés aux



VLASOV SULA / NURPHOTO VIA AFP

Manifestation à Tirana, le 5 juillet.

intérêts du crime organisé et à ceux que les manifestants appellent les « oligarques », souvent liés au pouvoir. Depuis la chute du dictateur Enver Hoxha, en 1991, plus de trois décennies de privatisations et d'ouverture au marché, menées tambour battant, ont consolidé les fortunes de ces bourgeois locaux et rapporté gros à des investisseurs étrangers.

Pour l'heure, le mouvement réclame la formation d'un gouvernement provisoire « apolitique » pour une durée d'un an, le temps de construire « une

alternative ». Parmi les manifestants, une fraction de la petite bourgeoisie, avocats, étudiants, professeurs ou journalistes, espère que cela suffirait à créer une « nouvelle Albanie », débarrassée de la corruption, peut-être en mesure d'intégrer l'Union européenne et de leur donner accès à de meilleures opportunités.

Alors que les premières semaines, le gouvernement avait choisi de ne pas contrer les manifestants, jeudi 2 juillet, un important dispositif de répression a accueilli les protestataires réunis devant

le Parlement albanaise à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau, sans doute dans l'espoir de mettre un terme à ces manifestations quotidiennes depuis maintenant des semaines.

Quel que soit l'avenir de ce mouvement, il faut en tout cas espérer que dans l'effervescence quotidienne et les discussions incessantes dans les rues des villes, d'autres perspectives surgissent, qui s'en prennent au terreau sur lequel fleurissent la corruption, les magouilles et la misère.

Nadia Cantale

# Allemagne : saignée d'emplois chez Volkswagen

En Allemagne, les dirigeants du groupe Volkswagen (VW), viennent d'annoncer la suppression de 100 000 postes d'ici 2030, sur un total de 657 000 emplois dans le monde. Après l'usine de Dresde, fermée en décembre 2025, quatre autres sont menacées dans le pays.

Les attaques s'appliquent déjà depuis un an et demi. Le PDG Blume avait, dès décembre 2024, prévu d'énormes coupes dans les effectifs en annonçant la suppression de 35 000 postes et en menaçant les travailleurs dans leur ensemble de baisser les salaires. Les actions du groupe avaient alors repris des couleurs. Mais le deuxième constructeur

mondial, dont les actionnaires en exigent toujours plus, n'aurait obtenu à ce jour que 28 000 départs dits volontaires. Blume et ses pairs continuent donc à cibler, pour maintenir ses profits, la « réduction des coûts » que constituent les suppressions d'emplois.

Début janvier 2026, après s'être félicitée d'un cash-flow inattendu de

6 milliards d'euros, qui assurerait tout au moins la part variable de la rémunération du PDG, la direction annonçait néanmoins un plan de réduction des coûts de 20 % d'ici 2028. Puis, en mars, avec la publication des résultats financiers de 2025 – 6,9 milliards d'euros contre 12,4 l'année précédente – la conclusion suivait : 50 000 emplois allaient être supprimés en moins de cinq ans. Une opération financière, la vente de 51 % de la filiale de grosses turbines et de moteurs pour cargos Everllence, rapportait encore plus de 7 milliards.

La direction, comme tout le clan des constructeurs, invoque la difficulté à opérer la transition de motorisation, le renchérissement des matières premières et de l'énergie, la hausse des droits de douane, le tarissement du marché chinois où le groupe était bien placé et, comme de juste, la

concurrence des constructeurs chinois. En tout cas, elle a décidé de tailler plus radicalement dans le vif, c'est-à-dire dans le gain-pain des travailleurs de toutes les catégories. Le dernier argument est d'ailleurs incohérent, puisque depuis des années, VW a des participations dans le groupe chinois Xpeng, et plus récemment, a monté des coentreprises avec les constructeurs SAIC, FAW et Anhui, en Chine toujours. Par ailleurs, Blume ne tient pas non plus à rappeler aux actionnaires le scandale du « dieselgate », qui a vu près d'un million de véhicules de la marque trafiqués pour passer les contrôles antipollution, et pour lequel le procès est encore en cours.

Ce sont désormais des travailleurs de VW, mais aussi des autres marques du groupe, Skoda, Audi – dont l'usine belge est désormais fermée – et Porsche,

qui sont sur la sellette. En Allemagne, dans le cadre du plan de 11 milliards d'économies annoncé par Blume, ceux des usines de Hanovre, Zwickau, Emden et Neckarsulm (Audi) pourraient être concernés. Le fait que le Land de Basse-Saxe détienne 20 % des parts de VW protégera-t-il les salariés des scandaleuses intentions de la direction ? On peut en douter, malgré les protestations polies des élus SPD (sociaux-démocrates) et Verts. Quant aux responsables syndicaux, dans un communiqué commun avec la BDI, l'équivalent du Medef, ils en appellent sans honte à « *promouvoir la force d'innovation* » sur le territoire, à réduire les coûts, à augmenter les volumes et la productivité. Pour défendre avant toute chose leur gain-pain, leur salaire, les travailleurs menacés ne pourront pas se fier à ces gens-là.

Viviane Lafont



L'usine de Dresde, qui a fermé.

## Accidents du travail : le gouvernement veut faire payer les victimes

Après s'être attaqué aux arrêts maladie, le gouvernement s'en prend maintenant aux accidentés du travail.

Le ministre du Travail demande aux syndicats et au patronat qui gèrent la branche Accidents du travail - Maladies professionnelles de la Sécurité sociale de faire 800 millions d'euros d'économies, et menace de prendre des mesures par décret s'ils ne lui donnent pas satisfaction.

Alors qu'il y a deux

morts et cent blessés graves par jour au travail, c'est une baisse des indemnités qui se profile. La principale mesure envisagée est de faire passer le plafond des indemnités de trois fois le smic à 1,8 fois. Ceux dont le salaire est supérieur à ce plafond verraient ainsi leurs indemnités réduites. La fiscalisation de

ces indemnités, aujourd'hui exonérées d'impôts, pourrait diminuer encore ce que touchent les accidentés.

La branche Accidents du travail - Maladies professionnelles a longtemps été bénéficiaire, du fait de la pression permanente du patronat sur les travailleurs pour qu'ils ne déclarent pas les accidents et de son acharnement à ne pas reconnaître les maladies professionnelles. Le gouvernement ne se gênait alors pas pour

piocher dans l'excédent. Il se trouve que, cette année, elle est déficitaire, malgré les pressions à la sous-déclaration qui continuent. Le gouvernement demande donc sans vergogne aux victimes de boucher le trou.

Estropiés par la course au profit et appauvries par les mesures gouvernementales, les victimes de la rapacité patronale subiraient ainsi une double peine. Un scandale!

Daniel Mescla



## Les stagiaires en danger

Le 2 juillet à Montlebon, dans le Doubs, un jeune de 16 ans a eu le bras happé par un malaxeur à béton. Il s'en est sorti avec de profondes entailles à l'avant-bras. Dans le cadre de sa formation en lycée professionnel, il effectuait un stage dans une entreprise du BTP.

Cet accident fait suite à plusieurs autres, dont certains mortels, comme pour ce jeune de 15 ans écrasé par un chariot élévateur en avril. En 2025, cinq mineurs ont perdu la vie à la suite d'accidents mortels durant un stage.

Une partie de ces jeunes sont en formation professionnelle. Même s'ils apprennent les notions de base sur la sécurité au travail, même si

leur stage est encadré par une convention, faut-il encore que patron et tuteur la respectent et que le stagiaire soit véritablement encadré. C'est loin d'être toujours le cas.

De plus, depuis 2024, le gouvernement impose un stage de deux semaines aux lycéens de seconde, tandis que les collégiens de troisième effectuent un stage de cinq jours depuis 2005. Les jeunes de milieux populaires se

retrouvent souvent sur des lieux de stage dangereux, et certains, quel que soit leur cursus, y laissent leur peau.

Après le drame d'avril, le gouvernement avait annoncé une mission flash qui n'a pas encore rendu ses conclusions. Sa réponse se limite à des mots creux sur le fait que la sécurité des jeunes est une priorité. Comme si une déclaration d'intention était un frein face à un monde du travail en sous-effectif chronique, où les cadences et la pression de l'exploitation sont toujours plus dures dans de nombreux secteurs.

Inès Rabah

## Santé : attaques en préparation

Le 2 juillet, la CNAM a présenté quarante propositions pour le financement de la Sécurité sociale en 2027. Ce sont encore des économies sur les dépenses de santé qui sont envisagées.

Sous tous les gouvernements, le déficit de la Sécurité sociale a été la justification d'économies sur la santé. En 2026, il pourrait s'élever à 13,8 milliards d'euros. Il est en baisse de 2 milliards par rapport à 2025 du fait des diverses mesures, non remboursement de certains médicaments, limitation du transport sanitaire, entre autres choses.

La « hausse des dépenses de santé à 270 milliards d'euros » serait un problème, prétend Thomas Fatôme, le directeur général de la

Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Mais cette somme ne devrait-elle pas être comparée à une autre dépense, celle qui soigne la santé de profits des grandes entreprises : les 270 milliards de cadeaux divers au patronat ? Et les multinationales qui fabriquent les médicaments, production dont leurs actionnaires tirent des milliards de profit – 9,5 milliards de profit pour Sanofi en 2025 – ne devraient-elles pas participer à l'effort pour réduire le déficit ?

Aline Retesse

## Elivia : homicide patronal

Le procès de l'entreprise agroalimentaire Elivia pour homicide involontaire s'est ouvert jeudi 18 juin. À l'abattoir de Villers-Bocage, dans le Calvados, un travailleur congolais d'une trentaine d'années est mort en avril 2023, écrasé par 600 kg de viande.

RÉGION NORMANDIE



Dans le département, l'abattoir d'Elivia est connu pour ses conditions de travail difficiles : les ouvriers commencent tôt le matin et doivent travailler dans le sang et les mauvaises odeurs. À l'époque de l'accident, il n'y avait pas de climatisation à l'abattage : les travailleurs suaient à grosses gouttes pour suivre les cadences difficiles ou soulever de lourds morceaux de viande.

Alors, évidemment, vu les conditions de travail, les accidents ne sont pas rares, mais l'entreprise rejette toute la responsabilité sur les ouvriers. Dès le

début de leur mission, on explique aux intérimaires que s'ils se mettent en arrêt maladie, ils causent du tort à l'entreprise. En cas de blessure, la direction propose souvent un poste aménagé pour éviter de déclarer un accident de travail ; parfois, elle renvoie carrément l'ouvrier blessé chez lui sans attestation, là encore pour éviter d'avoir à déclarer quoi que ce soit.

Le lendemain de l'accident mortel de 2023, le travail a repris comme si de rien n'était. Le message était clair : pour la direction, les ouvriers ne

sont que quantité négligeable, et la mort de l'un d'eux est un non-événement. Au procès, l'avocat d'Elivia a expliqué que « la qualification d'homicide involontaire est inexacte et injuste ». Quelle indécence !

Alors, le minimum serait que la famille de l'ouvrier décédé obtienne la somme qu'elle demande. Mais il faut aussi se battre pour que ce genre d'accident ne se reproduise pas : si les travailleurs se lèvent tous les matins pour aller au travail, c'est pour gagner leur vie, pas pour la perdre !

Correspondant LO

## Fonderie de Bretagne – Caudan : nouvelles menaces sur l'emploi

Ancienne filiale de Renault, La Fonderie de Bretagne, spécialisée dans les pièces pour l'automobile, reprise l'an dernier par Europlasma, a été placée, vendredi 3 juillet, en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lorient.

Basée à Caudan, dans le Morbihan, employant 245 personnes, la Fonderie a désormais jusqu'au 17 juillet pour trouver 3 millions d'euros et éviter la liquidation.

Europlasma, repreneur en série de sites industriels en difficulté et connu pour ses opérations financières troubles, s'était engagé en avril 2025, sous les applaudissements des politiciens locaux, à investir sur le site

de Caudan 15 millions d'euros sur trois ans et disait vouloir produire des corps creux pour la fabrication d'obus de mortier. En fait, aucune production n'a jamais repris et Europlasma n'a pas versé l'intégralité des sommes promises, contrairement à ce qu'ont fait les collectivités.

Vendredi dernier, devant le tribunal de commerce, un rassemblement s'est tenu,

regroupant une centaine de salariés, des syndicalistes et même des élus de gauche qui souhaitent que « l'État prenne ses responsabilités ». On sait très bien que l'État sert la soupe aux capitalistes et à tous ces fonds spéculatifs qui se sont succédé à la tête de la fonderie : tous ces gens-là ne s'intéressent pas au sort des travailleurs, ils ne font que les lanterner et les tromper.

En attendant, les salariés s'inquiètent pour leur avenir, et d'abord pour leur salaire, qui n'a pas été versé le 1<sup>er</sup> juillet.

Correspondant LO

## Ehpad – Tourcoing : en grève

Mardi 30 juin, les travailleuses de l'Ehpad Les Maisonnées de l'hôpital Dron, à Tourcoing, se sont mises en grève pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail.



Construit en 2011, cet Ehpad accueillant des personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer devait être un modèle du genre. À cause de la politique de réduction des moyens consacrés à la santé menée par les gouvernements successifs et par les conseils départementaux, la situation n'a fait que s'aggraver : le personnel travaille en sous-effectif

chronique, avec du matériel usé et des ascenseurs en panne.

Le manque de traitement adéquat dû à l'absence de médecin dans la structure depuis six mois rend le travail dangereux. Des résidents déments deviennent parfois agressifs. Récemment, deux collègues ont été hospitalisées après s'être fait molester par un patient.

Depuis la construction de l'Ehpad il y a quinze ans, les étés caniculaires font monter régulièrement les températures au-delà de 38°C. La direction et l'État ne font rien pour régler le problème. Pourtant les solutions techniques existent, mais ils refusent de les financer.

Ne voulant plus subir, la grande majorité des travailleuses de l'Ehpad se sont mises en grève. Malgré les assignations à travailler, elles étaient plus de 50 à manifester dans l'hôpital pour se faire entendre avant d'aller affronter la direction avec leurs revendications. Cette dernière a dû entendre et répondre aux grévistes pendant plus d'une heure.

À la fin de la journée, une chose était claire dans toutes les têtes : si la direction ne bouge pas, on recommencera !

Correspondant LO

## Haribo – Marseille : coup de chaud sur les crocos



Rassemblement devant le siège le 6 juillet.

Au cours des négociations salariales annuelles, la direction de Haribo a proposé une augmentation générale de 0,6% et des augmentations individuelles de 0,3%. Apparemment, elle ne souhaitait pas atteindre 1%! Cette annonce a scandalisé la plupart des salariés.

En haut lieu, on a avancé deux arguments : les salaires chez Haribo seraient supérieurs à la moyenne française. Ce que l'on pourrait traduire par : ailleurs c'est pire, alors ici, ce n'est pas si mal. L'autre argument, c'est que l'augmentation serait conforme à l'inflation. Mais l'indice des prix officiel n'a qu'un lointain rapport avec les dépenses réelles. Ce devrait être aux travailleurs d'élaborer cet indice des prix.

À l'appel des syndicats CGT et FO, les travailleurs organisent des débrayages depuis une semaine, et ils se retrouvent chaque jour devant l'usine, située dans les quartiers Nord de Marseille. Lundi 6 juillet, ils étaient près d'une centaine en bas de la tour « La Marseillaise », où

logent les grands directeurs, dans des bureaux aux loyers exorbitants, climatisés et avec vue sur la mer.

Haribo se vante d'être le leader du bonbon en Europe, pour le plus grand profit des actionnaires, qui se partagent entre la dynastie familiale Riegel et leurs riches amis.

Pour l'instant, les travailleurs continuent leur débrayage quotidien en se regroupant devant l'usine. Ils récoltent des coups de Klaxon et ils ont enfin le temps de discuter entre eux, de rire, et de se débarrasser un moment du sucre en poudre, de la gélatine, des machines, des cartons... et de certains enquiquineurs. Et rien que ça, c'est déjà bon !

Correspondant LO

## Nos lecteurs écrivent : Vuitton, les coulisses de l'exploitation

Je suis embauchée en tant que maroquinière chez Louis Vuitton dans la région Rhône-Alpes, entreprise de l'un des hommes les plus riches du monde, Bernard Arnault, avec 150 milliards de fortune en 2026.

Voilà une idée des coulisses de cette entreprise de luxe : pendant la canicule, mes collègues et moi avons travaillé sous les tôles, pendant 8 heures, sous 40°C avec juste une toute petite

pause pipi. Les horaires de pause n'étaient même pas respectés, c'était difficile d'avoir de l'eau. Nous n'avons pas de climatisation dans les ateliers, juste un ventilateur pour quatre qui brasse de l'air chaud. Avec ses 19 milliards de chiffre d'affaires cette année, l'entreprise n'investit même pas dans quelques ventilateurs supplémentaires !

Même dans cette fournaise, les journées ont été

comme d'habitude très chargées et le travail de plus en plus stressant. Les chefs d'équipe mettent une pression constante et ne pensent qu'aux résultats dans l'immédiat et à nous faire faire toujours plus de produits.

Quand on arrive dans cette entreprise, on nous fait rêver ! Mais la pression au travail est poussée à l'extrême, en particulier pour les nouveaux collègues qui arrivent

et doivent apprendre le travail. La formation est bâclée, les nouveaux ont à peine le temps d'apprendre qu'ils sont mis sur ligne pour faire un travail totalement différent de ce qu'ils ont appris en formation. Sur la plupart des lignes, on ne monte plus le produit en entier, mais on en fait juste une partie.

Toute la journée, on enchaîne des gestes répétitifs et les douleurs sont au rendez-vous afin de « produire

toujours plus » de sacs qui valent des milliers d'euros.

En plus de ces conditions de travail, la discrimination et le racisme font partie de notre quotidien pour diviser les collègues entre eux.

On nous dit tout le temps que l'on est facilement remplaçable ! Les chefs nous le répètent bien trop souvent ! Mais c'est nous qui faisons tourner l'entreprise et qui produisons tout !

Une ouvrière

# SNCF : demi-aveux de Castex

Interviewé sur France Inter le 1<sup>er</sup> juillet, Jean Castex, ex-Premier ministre et PDG de la SNCF, a reconnu qu'il ne pouvait pas « garantir que tout va marcher très bien à 100% dans les prochaines semaines » sur le réseau ferroviaire. C'est le moins qu'on puisse dire !

Il y a quinze jours, la SNCF supprimait un millier de trains. Des rames sont tombées en panne, laissant des passagers suffoquer dans des voitures où la température s'est élevée à 50 degrés. Même si

Jean Castex s'est bien sûr retranché derrière les circonstances exceptionnelles de la canicule, il a cependant reconnu que les défaillances, pannes et autres trains annulés « étaient le résultat de cinquante ans de

sous-investissements ».

La SNCF, avec la bénédiction de l'État, est depuis longtemps partie dans une course effrénée à la productivité, avec pour objectif de dépenser chaque année toujours moins, alors que le nombre de voyageurs augmente. Rien que ces cinq dernières années, elle a dégagé 7,8 milliards de profit, tandis que sa flotte de TGV passait de près de 500 rames à 363.

Les milliards ont été produits par l'exploitation des travailleurs du rail, par des suppressions massives de postes et par une hausse continue de la pression au travail. Dans les centres de maintenance, les demandes de congés sont refusées par manque de personnel. Pour

les conducteurs, les prises et fin de service sont de plus en plus espacées, les temps de conduite augmentent au point qu'il est parfois impossible de prendre une pause repas.

Cette pression s'accompagne d'une répression toujours plus grande. L'encadrement est de plus en plus prompt à exiger des explications pour le moindre événement, à sanctionner pour la moindre brouille. Il arrive qu'un salarié apprenne en pleine visioconférence que son poste est supprimé. Le 10 juin dernier, une grève nationale très suivie dénonçait les salaires bloqués, les suppressions de postes, mais aussi l'augmentation des souffrances au travail,

voire des suicides.

L'obsession du chiffre d'affaires menace directement la sécurité des voyageurs et des cheminots. Lundi 29 juin, un train de la ligne N en banlieue parisienne a failli entrer en collision avec un autre train entre Trappes et Rambouillet. La veille, la foudre avait totalement détruit une installation en gare de Saint-Quentin, mais la direction de la ligne s'était précipitée pour autoriser la reprise du service commercial.

Castex le sait mieux que tout autre : cette dégradation continue, potentiellement catastrophique, est un choix.

Correspondant LO

## T2C - Clermont-Ferrand : une grève d'avertissement

Mercredi 1<sup>er</sup> juillet, à l'appel de l'intersyndicale, 40% des salariés des transports en commun clermontois (T2C) étaient en grève.

C'est la proposition de la direction d'augmenter les salaires de... zéro euro cette année qui a entraîné la mobilisation.

Comme le Poste de commandement centralisé (PCC)

et l'atelier d'entretien du tramway ne fonctionnaient pas, aucun bus ni tram ne roulait.

Une centaine de travailleurs se sont réunis à 15h en assemblée générale. Les discussions portaient sur les salaires, les conditions de travail et le risque de privatisation. En 2011, la métropole avait en effet essayé

de faire entrer RATP Développement dans le capital de l'entreprise et elle avait dû reculer devant la mobilisation générale.

Contents d'avoir montré leur mécontentement, tous les travailleurs mobilisés se sont donné rendez-vous à la rentrée de septembre.

Correspondant LO

TE INFO



TGV Ouigo bloqué par la canicule.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# 40<sup>e</sup> congrès du PCF : **survivre électoralement ?**

Le 40<sup>e</sup> congrès du PCF se tenait les 3, 4, 5 juillet à Lille. Des divergences se sont exprimées, non pas sur le fond mais sur la stratégie à adopter pour survivre.



Cela fait bien longtemps que le PCF n'a plus de communiste que le nom. À l'opposé des perspectives révolutionnaires qu'il traçait lors de sa création en 1920, la seule politique qu'il a poursuivie depuis 90 ans a été de s'intégrer à l'ordre social de la bourgeoisie et de le défendre à chaque fois qu'il était menacé par l'intervention des travailleurs.

Les intervenants au congrès du PCF avaient donc ce problème en toile de fond : comment ne pas disparaître parmi les autres partis de gauche, LFI dont l'électorat a augmenté et le

PS, en perte de voix mais structuré autour de nombreuses mairies de grandes villes. Cette concurrence est d'autant plus grande que, sur le fond, les illusions électorales qu'ils véhiculent sont les mêmes. Le PCF emballe cette illusion du terme ronflant « des jours heureux », d'autant plus ridicule que la période est à l'intensification de la guerre sociale menée par les capitalistes contre les travailleurs, dans un contexte où la guerre économique entre les grands trusts entraîne l'humanité vers la généralisation des conflits armés.

Enfin, le PCF a d'autant plus de difficultés à survivre que, dans son électorat populaire traditionnel, cette illusion a laissé la place à une forte abstention ou à une illusion électorale encore plus grave, portée par l'extrême droite. Dans le Pas-de-Calais, département très ouvrier, dix des douze circonscriptions ont, depuis 2024, des députés RN.

Dans ce congrès, une fois de plus, les discours étaient saturés de nationalisme, quels que soient les intervenants. Parmi les perles, celle d'un responsable de Loire-Atlantique : « Nous avons le patronat le moins patriote d'Europe, il a organisé le grand déménagement de notre industrie ». Prétendre que l'industrie appartiendrait aux travailleurs dans le cadre du capitalisme est un poison : c'est préparer les travailleurs à se battre, y compris les armes à la main, pour défendre la bourgeoisie française dans sa concurrence avec les autres bourgeoisies. Cette politique nationaliste menée par le PCF a pavé la voie depuis des décennies au RN et continue de le faire.

Plusieurs « stratégies » en vue des prochaines élections se sont exprimées au congrès. Toutes veulent résoudre la quadrature du cercle : pour exister il faut se présenter contre les autres, mais pour être élu il faut s'allier avec eux. Cela vaut pour LFI comme pour le PS. Le PCF a donc alternativement, depuis 1965, soutenu le candidat de gauche au premier tour ou présenté son propre candidat. De plus, aujourd'hui, la pression à l'unité est d'autant plus forte que Le Pen monte dans les sondages. Finalement, le congrès s'est

prononcé pour la candidature de Fabien Roussel.

Alors, les électeurs du PCF pourront-ils voter pour leur candidat en avril 2027 ? Rien n'est moins sûr, car tout dépendra des garanties que Roussel pourra obtenir pour les législatives qui suivront l'élection présidentielle.

Autant de stratégies, ou plutôt d'arrangements qui ne sont en rien des perspectives pour les travailleurs mais des calculs pour sauver des postes et ne peuvent, une fois de plus, que décevoir et décourager les militants.

Kevin Villard

## Macron : au marché à Damas

Visite annoncée la veille du départ, lunettes d'aviateur et accolades avec le dirigeant syrien Ahmed al-Charaa : pour la première visite à Damas d'un chef d'État européen depuis la chute de Bachar el-Assad, Macron a joué son rôle de représentant de commerce des capitalistes français, attirés par le marché de la reconstruction.

Macron a multiplié les discours sur la paix et la souveraineté de la Syrie qui, pour les dirigeants français, signifie surtout le retour d'un pays ouvert aux investissements étrangers. Le président était bien sûr accompagné d'une délégation de chefs d'entreprise. CMA CGM a profité du voyage pour signer un contrat de fret aérien, après avoir obtenu le renouvellement pour trente ans de sa concession du terminal à conteneurs du port de Lattaquié en 2025, puis l'exploitation de deux plateformes logistiques en mai dernier. Airbus négocie la vente de huit avions à l'État syrien. TotalEnergies, Thales et d'autres patrons ont participé au forum

économique franco-syrien organisé à cette occasion.

Après quinze années de guerre, la Syrie est ravagée. Routes, réseaux d'eau et d'électricité, hôpitaux ou usines sont à reconstruire. Les besoins sont évalués à 216 milliards de dollars par la Banque mondiale, dont 7 milliards pour le seul réseau électrique. Depuis la levée de l'essentiel des sanctions occidentales, les multinationales américaines, turques, chinoises ou des monarchies du Golfe se disputent ce marché, qui reste encore largement virtuel vu l'absence de moyens financiers de l'État syrien. Macron est venu aider les capitalistes français à y prendre leur place.

Il renoue ainsi avec une vieille tradition, car les intérêts français en Syrie sont anciens. Les gouvernements français ont longtemps entretenu de bonnes relations avec la dictature d'Hafez el-Assad et, en 2008 encore, Sarkozy avait invité son fils et successeur Bachar el-Assad au défilé du 14 juillet. Pendant toute la guerre, CMA CGM a conservé sa

concession du port de Lattaquié. Lafarge a financé indirectement l'organisation État islamique pour maintenir en activité sa cimenterie de Jalabiya, avant d'être condamné par la justice. TotalEnergies, qui était l'un des principaux producteurs de gaz et de pétrole dans le pays, a dû suspendre ses activités pour se conformer aux sanctions européennes contre le régime ; son PDG Pouyanné est en discussion pour un contrat d'exploration offshore, première étape d'un retour du groupe dans le secteur énergétique syrien.

Face aux dizaines de milliards que ces multinationales rêvent d'encaisser, les 50 millions d'euros saisis par la justice française à la famille Assad, dont Macron a annoncé la restitution à la Syrie, sont dérisoires.

Pour les Syriens, les ruines sont le résultat de quinze années de guerre. Pour les grandes puissances et leurs multinationales, elles sont un marché à conquérir.

Claire Dunois

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre



### Allier – Puy-de-Dôme

Jeudi 9 juillet : Riom  
Vendredi 10 juillet :  
Cournon-d'Auvergne  
Samedi 11 juillet :  
Issoire, Riom

### Marne – Ardennes

Jeudi 9 juillet :  
Charleville-Mézières  
Vendredi 10 juillet : Sedan  
Samedi 11 juillet : Sedan,  
Charleville-Mézières

### Gard – Provence

Jeudi 9 juillet : Alès  
Vendredi 10 juillet : Nîmes  
Samedi 11 juillet : Arles

### Pyrénées

Jeudi 9 juillet : Tarbes  
Vendredi 10 juillet : Tarbes  
Samedi 11 juillet : Pau

### Savoie

Jeudi 9 juillet : Albertville,  
Rumilly  
Vendredi 10 juillet :  
Chambéry  
Samedi 11 juillet :  
Chambéry,  
Saint-Jean-de-Maurienne

### Yvelines – Eure

Jeudi 9 juillet : Dreux  
Vendredi 10 juillet :  
Chartres  
Samedi 11 juillet :  
Chartres

### Bretagne

Lundi 13 juillet : Quimper

Mardi 14 juillet :

Concarneau  
Mercredi 15 juillet : Brest  
Jeudi 16 juillet : Lanester

### Côte-d'Azur

Lundi 13 juillet : Nice Est  
Mardi 14 juillet : Carros  
Mercredi 15 juillet : Nice Nord  
Jeudi 16 juillet : Nice Ouest

### Languedoc

Lundi 13 juillet : Perpignan  
Mardi 14 juillet : Perpignan  
Mercredi 15 juillet : Sète  
Jeudi 16 juillet :  
Montpellier

### Loiret

Lundi 13 juillet : Montargis  
Mardi 14 juillet : Orléans  
Mercredi 15 juillet :  
Pithiviers, Malesherbes  
Jeudi 16 juillet : Orléans

### Nord – Pas-de-Calais – Oise

Lundi 13 juillet : Cambrai  
Mardi 14 juillet : Cambrai  
Mercredi 15 juillet : Arras  
Jeudi 16 juillet : Arras

### Région de Rouen

Lundi 13 juillet : Rouen,  
Sotteville-lès-Rouen  
Mardi 14 juillet : Rouen,  
Sotteville-lès-Rouen  
Mercredi 15 juillet : Cléon  
Jeudi 16 juillet : Oissel,  
Saint-Étienne-du-Rouvray